

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 25/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFT - St Cybard

37 rue Jules Durandau
16000 Angoulême

Code AIOT : 0003103722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement SAFT - St Cybard implanté 37 rue Jules Durandau 16000 Angoulême. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a pour objet de voir sur site les dispositifs de test des traitements in situ qui sont étudiés dans le cadre du plan de conception de travaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFT - St Cybard
- 37 rue Jules Durandau 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0003103722
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette ancienne usine a fabriqué des piles et accumulateurs, a priori de 1936 à 1984 d'après la base de données CASIAS. Une pollution en trichloroéthylène de la nappe souterraine par l'ex SAFT rue Jules Durandea a été constatée en novembre 2017. Cette pollution est très sensible du fait de son étendue et de son impact sanitaire potentiel, dans un quartier urbanisé d'Angoulême. Du TCE (trichloroéthylène) a été retrouvé dans l'air ambiant de certaines maisons riveraines, du fait du transfert de cette substance via les eaux souterraines en dehors du site puis dans les habitations par dégazage. La pollution concerne environ 120 maisons dont seulement une quinzaine étaient impactées pour ce qui concerne la qualité de l'air intérieur.

Les campagnes d'analyse sur et hors site se sont poursuivies sur différents milieux : air ambiant dans les maisons, eaux souterraines, puits privés, sols superficiels de maisons limitrophes, fruits et légumes, œufs de poules, eau du robinet. Une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) a été remise en novembre 2019 et 2022, sur laquelle le BRGM a remis le 31 août 2020 ses conclusions définitives. La plupart de ces recommandations ont fait l'objet d'investigations complémentaires, qui ont abouti au plan de gestion évoqué ci-après.

Les derniers résultats de surveillance des campagnes de septembre 2024 et février 2025 ont porté sur plusieurs milieux :

- Eaux souterraines : 15 piézomètres prélevés sur les 15 sélectionnés pour la surveillance, dont 4 sur site et 11 hors site
- Air du sol : 11 piézairs prélevés sur les 14 sélectionnés pour la surveillance (présence d'eau dans les ouvrages dans 3 ouvrages)
- Air ambiant :
 - 16 habitations au sein desquelles du TCE avait été détecté : 10 prélèvements et 6 refus/arrêt
 - 2 habitations supplémentaires non incluses dans le programme de surveillance, à la demande de leurs propriétaires,
 - 1 ERP (musée du cinéma)

Sur tous les milieux, les résultats sont assez similaires sur les dernières campagnes. Les teneurs en TCE dans l'air ambiant des maisons sont toutes inférieures à 10 µg/m³ (valeur guide d'action immédiate « VGAI » du TCE). Plusieurs maisons ont fait l'objet de travaux de ventilation et/ou d'étanchéification des dalles, ce qui a contribué à diminuer les teneurs constatées.

Une première version du plan de gestion provisoire a été remis le 3 novembre 2023. La DREAL, appuyée par le BRGM, avait émis plusieurs observations sur ce document dans un avis du 9 avril 2024. Globalement, cette première version permettait de déterminer des scénarios pour le traitement des sols et de la nappe souterraine sur site, et de la nappe souterraine hors site. Toutefois il est rappelé qu'au vu de la complexité du dossier, un plan de conception de travaux est attendu. Celui-ci permettra de clarifier des points pertinents pour le dimensionnement des installations.

Une note en réponse a été transmise le 13 janvier 2025 et a fait l'objet d'un avis en date du **27 juin 2025**.

Cette note complémentaire ne remet pas en cause les scénarios déjà présentés lors du plan de gestion ni la mise en œuvre d'un plan de conception de travaux, pour lequel des essais préliminaires ont déjà démarré. Toutefois, le document remis ne permet pas d'apporter toutes les réponses attendues, ce qui peut induire la nécessité d'itérations lors de la mise en œuvre des techniques de dépollution au regard des résultats réellement obtenus lors des essais de traitements.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Essais de traitement in situ sur les eaux souterraines	Code de l'environnement du 17/07/2014, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de visualiser les essais EMP (essais multiphasés) qui ont débuté mi septembre 2025, les tests de pompage de la phase pure dans les eaux souterraines sur et hors site et les essais de venting sur site ayant déjà été réalisés.

La visite a également permis de constater que l'accès au site est maîtrisé : le site est clôturé, l'entrée est fermée à clé et ne témoigne pas d'une quelconque intrusion. Les piézomètres et piezairs vus pendant la visite étaient visibles et en bon état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Essais de traitement in situ sur les eaux souterraines

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2014, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Essais de traitement in situ sur les eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les mesures comportent notamment :</p> <p>(...)</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p>
<p>Constats :</p> <p>En suivant du plan de gestion, un plan de conception des travaux devra être fourni. Pour l'établir, un certain nombre d'essais ont été programmés par le bureau d'études HPC missionné pour la réalisation de ce PCT, qui étaient initialement les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tests de pompage de la phase pure dans les eaux souterraines, sur et hors site • essais de venting sur site • en laboratoire, test sur le choix de substrat pour un traitement par sorption et/ou dégradation <p>Les autres essais envisagés de façon optionnelle concernaient :</p> <p>Essais de terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Essais d'extraction multiphasique (EMP - sur et hors site) ✓ Essais de traçage puis d'injection (sur et hors site) ✓ Essai par injection gravitaire (biodégradation anaérobie par injection d'une source de carbone - sur et hors site) ✓ Essais de biodégradation anaérobie par injection gravitaire d'une source de carbone <p>Essai en laboratoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Tests de traitement par oxydation chimique in-situ

- ✓Tests de traitement par réduction chimique in-situ
- ✓Tests de traitement par biodégradation anaérobie in-situ

Les essais ont débuté en décembre 2024 ; leur fin est prévue en octobre 2026 avec en livrable un rapport d'essais.

Le jour de la visite :

Les essais de pompage écrémage, réalisés en mars, mai puis juillet 2025 n'ont pas été concluants d'après le bureau d'études : Les essais ont été réalisés sur site au niveau de Pzt3 et Pzt7 (points où les concentrations en TCE sont importantes avec présence de phase pure) sur site et sur le parking de Magelis hors site, seule zone sur laquelle l'unité de pompage pouvait être installée et pour laquelle de la phase pure pouvait être pompée. En effet, malgré un choix pertinent d'emplacement des essais, les pompages réalisés pendant une durée proche de 3 mois ont permis certes de recueillir de la phase pure (DNAPL) mais en quantité relativement faible par rapport aux volumes de pompages très élevés. De plus, la phase pure était en grande partie sous forme de micro gouttelettes comme une émulsion, probablement due en partie à l'opération de pompage écrémage mais également à cause d'un probable mélange hydrocarbures/huiles de coupe et solvants chlorés favorisant l'émulsion. Les nuisances sonores générées par l'installation de pompage étaient réelles et gênaient les riverains. Cet essai se conclut donc par un mauvais bilan environnemental.

Les essais de venting, réalisés en mai (zone Nord Ouest) puis juillet (zone Nord est) ont été également peu concluants. L'objectif était de crépiner dans les calcaires, qui sont sous les remblais soit sous 1,50m mais il y a eu des retombées d'eau dans les calcaires alors que la présence d'eau était attendue sous 5-6m. Pourtant les essais n'ont pas été réalisés en période de hautes eaux (ils ont été réalisés en avril et en été 2025). Le constat est que les eaux souterraines circulent dans les calcaires et qu'il est nécessaire de « dénoyer » les calcaires avant toute éventuelle opération de venting.

Le jour de la visite, les essais d'EMP (essais d'extraction multiphasique) étaient donc en cours de réalisation depuis le 15 septembre pour se terminer début novembre. 4 points sur site ont été choisis et ont été doublés pour un essai « court » (environ 5m, dans les calcaires) et un « long » (à plus de 9m pour pomper dans les sables qui sont au-dessous des calcaires) au niveau des piézomètres 7 à 10. Ce choix de double niveau a été fait pour gérer la problématique de remontée d'eau dans les calcaires qui avait été constatée lors des essais venting.

Contrairement au pompage écrémage, cette technique est plutôt silencieuse, elle génère peu de nuisances sonores pour les riverains. Le liquide pompé fait d'abord l'objet d'une séparation des phases liquides et gazeuses. La phase liquide recueillie subit ensuite une décantation, séparation, passage dans des filtres à sables puis à charbon actif pour séparer la phase pure de l'eau « propre » issue de ce process qui peut rejoindre les eaux pluviales après contrôle.

Les essais en laboratoire ont juste débuté et le bureau d'étude n'a pas pu donc communiquer de résultats provisoires.

A noter qu'une expérimentation en phytotechnologie est menée sur le site par le Département avec le soutien de l'INRAE de Bordeaux (UMR-BIOGECO). Elle porte sur une petite parcelle au nord nord-est qui comprend plusieurs essences d'arbustes différentes (cette zone étant concentrée en ETM, PCB et HCT dans les sols ; absence de TCE en ZNS et ZS), ainsi que sur une mini zone humide construite qui vise à (bio)dégrader les COHV. Ces actions contribuent à alimenter la recherche.

Les essais de traçage puis d'injection sur et hors site (parking Magelis) seront préparés en janvier 2026.

La remise du rapport de PCT est attendue après finalisation de l'ensemble des essais, soit en 2026 ou en 2027.

La visite a également permis de constater que l'accès au site est maîtrisé : le site est clôturé, l'entrée, qui donne sur la rue Jules Durandeaue est fermée à clé et ne témoigne pas d'une quelconque intrusion.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : photos de la visite du 16 septembre 2025

Unité de traitement EMP (bleu) et raccordement aux piézomètres



Zone de test en phytoremédiation

